

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/JPN/4

1er octobre 1996

(96-3942)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions de la COMMUNAUTE EUROPEENNE concernant la nouvelle notification complète du JAPON¹

La Délégation permanente de la Communauté européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 septembre 1996.

Conformément à l'article 25 de l'Accord de l'OMC sur les subventions, le Japon a présenté à l'OMC le 7 août 1995 une notification concernant ses programmes de subventions.

La Communauté voudrait obtenir des éclaircissements sur un certain nombre de points concernant les programmes notifiés décrits ci-après.

De surcroît, la Communauté a obtenu des informations sur différents programmes de subventions qui n'ont pas été notifiés à l'OMC, mais qui auraient dû l'être conformément à l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions.

I. PROGRAMMES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE NOTIFICATION

Le Japon a notifié divers programmes qui sont énumérés ci-après. La présente analyse constitue également une demande d'éclaircissements et de renseignements complémentaires sur les critères d'attribution des différentes subventions et, en particulier, le point de savoir si les résultats à l'exportation figurent au nombre de ces critères.

a) Amortissement spécial pour certaines machines utilisées dans des industries de pointe

- Le Japon pourrait-il préciser si la subvention est accordée au titre de la Loi sur les technopoles et/ou de la Loi relative aux mesures fiscales spéciales? Les avantages conférés par ces deux lois peuvent-ils être cumulés?
- Le Japon pourrait-il indiquer quels sont les critères d'attribution?
- La Loi sur les technopoles prévoit, pour les industries de pointe, un amortissement spécial supplémentaire aux fins de l'impôt sur les sociétés qui paraît différent de l'amortissement pour les machines. Le Japon pourrait-il préciser si la notification

¹G/SCM/N/3/JPN + Rev.1.

englobe ce programme et, dans la négative, présenter une notification conformément à l'article 25?

b) Aides à l'industrie charbonnière

- Une société peut-elle cumuler les avantages des différents programmes d'aides à l'industrie charbonnière?
- Des activités connexes comme la production d'acier peuvent-elles bénéficier de ces programmes?
- Le Japon pourrait-il préciser les conditions d'attribution? Les avantages sont-ils plafonnés?

c) Subventions et garanties de prêt pour la promotion des textiles

- Le Japon pourrait-il préciser les conditions à remplir pour bénéficier de ces aides?
- Les textiles importés, produits sur place et exportés peuvent-ils bénéficier dans des conditions égales de ces aides (comme le laissent supposer les données statistiques)?
- Ces aides peuvent-elles être cumulées avec la mesure d'incitation fiscale "amortissement supplémentaire sur les machines"?
- Selon une publication du Ministère des finances (Hojoyokin Soran), l'Agence pour la rationalisation de l'industrie textile gère deux programmes: projets pour la promotion de l'industrie textile (seni sangyo shinko suishinhi hojoyokin) et orientations sur la promotion de l'industrie textile (seni sangyo shinko shidohi hojoyokin). Le Japon pourrait-il préciser si la notification englobe ces deux programmes?
- Selon une publication du Ministère des finances (Hojoyokin Soran), le budget total de ces deux programmes tourne autour de 507 millions de yen. Le Japon pourrait-il expliquer pourquoi la notification indique un chiffre de 72 millions de yen?

II. PROGRAMMES ADDITIONNELS QUI N'ONT PAS ETE NOTIFIES A L'OMC

Le Japon a omis de notifier un grand nombre de programmes fédéraux ou nationaux qui entrent dans le champ d'application de l'article 25 de l'Accord de l'OMC sur les subventions. Les informations dont la Communauté dispose paraissent indiquer que les programmes décrits ci-après prévoient des contributions financières qui confèrent des avantages aux branches de production locales. De surcroît, il s'agit à l'évidence de programmes spécifiques (ils sont propres à un secteur ou subordonnés aux exportations).

En outre, la Communauté relève que le Japon n'a notifié que les aides accordées par les autorités fédérales. Cependant, il est clair qu'un grand nombre de programmes de subventions sont administrés par les régions. La Communauté a ainsi identifié un certain nombre de programmes régionaux dont on trouvera la liste à la fin du présent document. L'article 25.2 de l'Accord sur les subventions stipule que "les Membres notifieront toute subvention ... accordée ou maintenue sur leur territoire". Le Japon est donc tenu de notifier les subventions accordées à tous les niveaux de l'administration, y compris au niveau des régions.

Le Japon est dès lors prié d'expliquer pourquoi les programmes régionaux énumérés plus loin n'ont pas été notifiés, de présenter le cas échéant une notification suivant le mode de présentation type fondé sur l'article 25 et de notifier toute autre subvention accordée par les régions qui relèverait de l'article 25.2.

PROGRAMMES NATIONAUX OU FEDERAUX

1. Apports de capitaux en vertu de la Loi sur les mesures exceptionnelles d'amélioration des structures de l'industrie textile

Le Japon a notifié le programme de garantie de prêt pour l'amélioration des structures de l'industrie textile, mais la Communauté a découvert que l'Office de restructuration de l'industrie des textiles (ORIT) gérait un autre programme destiné à renforcer les fonds propres des entreprises textiles.

Dans le cadre de ce programme, une société satisfaisant aux conditions requises peut obtenir de l'ORIT jusqu'aux deux tiers du capital autorisé. La loi dispose qu'aucun taux de rendement précis n'est exigé.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

2. Aide pour la mise au point de méthodes chimiques de concentration de l'uranium

Le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI) accorde des aides aux entreprises privées qui travaillent à la mise au point de méthodes chimiques pour l'enrichissement de l'uranium. Le programme a été institué par la Loi sur les comptes spéciaux pour l'accélération du développement de l'énergie électrique. Les aides peuvent couvrir jusqu'à un tiers des dépenses.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

3. Aide pour le développement international concerté de l'aviation civile

Le Fonds pour le développement international de l'aviation accorde des aides aux institutions privées (et publiques) afin de favoriser le développement international de l'aviation civile. Le programme a été institué par la Loi sur la promotion de l'industrie aéronautique et les aides peuvent couvrir jusqu'à 50 pour cent des dépenses.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

4. Allégements fiscaux pour l'industrie des logiciels

Conformément à la Loi prévoyant des mesures d'imposition spéciales, toutes les administrations infrafédérales ont le droit d'accorder des allégements fiscaux aux entreprises qui travaillent à la mise au point de logiciels.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

5. Prêts préférentiels de la Banque japonaise de développement

La Banque japonaise de développement, établissement public, accorde des prêts à des taux préférentiels aux nouvelles branches de production pour les nouvelles technologies et aux sociétés qui diversifient leurs activités.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

6. Société japonaise de financement

La Société japonaise de financement accorde des prêts avec ou sans affectation spéciale aux PME (Loi portant création de la Société de financement des petites entreprises). Les PME satisfaisant aux critères fixés par le gouvernement peuvent obtenir des prêts à des taux préférentiels. Un prêt à l'équipement peut atteindre 600 millions de yen.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

7. Société japonaise d'assurance-crédit pour les petites entreprises

En vertu de la Loi portant création de la Société d'assurance-crédit pour les petites entreprises et de la Loi sur l'assurance-crédit pour les petites entreprises, la Société d'assurance-crédit pour les petites entreprises offre aux PME une assurance-crédit à des taux préférentiels. La garantie peut aller jusqu'à 220 millions de yen.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

8. Aide pour des projets technologiques concernant le développement de logiciels

Le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie a mis au point un programme de subventions pour des projets concernant la promotion et le développement de logiciels. L'Agence pour la promotion des technologies de l'information est chargée de la sélection des projets. Les aides peuvent couvrir jusqu'à 67 pour cent du coût du projet.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

9. Aides du Fonds pour l'amélioration des structures industrielles (FASI)

En application de la Loi prévoyant des mesures temporaires pour faciliter l'ajustement des structures industrielles, les entreprises implantées dans les zones économiquement déprimées peuvent bénéficier de bonifications d'intérêt, d'un apport de fonds propres et/ou de garanties de prêt de la part du FASI. Le taux d'intérêt est de 4,2 pour cent; l'apport en capital peut atteindre 0,5 milliard de yen et la garantie peut couvrir jusqu'à 100 pour cent du prêt.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25. Le Japon pourrait-il préciser les critères utilisés pour définir les "zones économiquement déprimées"?

10. Subventions pour l'amélioration technologique des PME

Le MITI accorde des aides pour favoriser les investissements dans les nouvelles technologies, les nouvelles productions et la lutte contre la pollution. Le programme prévoit un subventionnement direct par le MITI ou un subventionnement conjoint par le MITI et des collectivités locales.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

11. Provision spéciale pour amortissement au titre des dépenses de recherche-développement dans les industries minières et manufacturières

Plusieurs lois dont la Loi sur la promotion de la modernisation des PME prévoient une provision spéciale pour amortissement en vue de faciliter l'octroi de fonds aux organismes de recherche pour l'expansion des industries minières et manufacturières.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25.

12. Amortissement spécial aux fins de l'impôt sur les sociétés pour favoriser l'emploi et le développement des zones sous-développées

Les entreprises qui ont acquis du matériel ou des bâtiments à des fins industrielles dans des zones déterminées ont droit à un allégement fiscal qui peut couvrir 8 à 50 pour cent des dépenses encourues. Le programme a démarré en 1971 et devrait prendre fin en 1996 mais il peut être prorogé.

La Communauté demande au Japon de notifier ce programme au titre de l'article 25. Le Japon pourrait-il préciser quelles zones sont considérées comme "sous-développées"?

13. Subvention pour la lutte contre la pollution dans l'industrie de la chaussure de cuir (Seikagyo Kogai Taisakuhi Hojyokin)

Le programme, géré par le MITI, vise à améliorer la technologie dans l'industrie du cuir. La Communauté considère que l'intitulé du programme est trompeur car il laisse supposer qu'il s'agit d'une aide pour la protection de l'environnement alors que le programme vise à procurer certains avantages aux producteurs de cuir.

La Communauté demande une notification complète de ce programme au titre de l'article 25. Le Japon pourrait-il en particulier préciser l'objet du programme?

14. Fonds de garantie et obligations

Ce programme prévoit l'octroi d'une assistance financière aux entreprises pour la recherche technique et la collecte de données.

- La Communauté demande une notification complète de ce programme au titre de l'article 25.
- Le Japon pourrait-il indiquer quelles branches de production bénéficient principalement du fonds?
- Le Japon pourrait-il indiquer comment le fonds est financé et, en particulier, quel montant il reçoit de l'Association japonaise des producteurs de cuir?

PROGRAMMES REGIONAUX

On trouvera ci-après une liste (non exhaustive) de programmes régionaux qui, de l'avis de la Communauté, auraient dû être notifiés et qui appellent des éclaircissements. La Communauté demande au Japon de notifier les programmes en question et de fournir les renseignements suivants: objectif général, budget, montant unitaire de la subvention, conditions d'attribution, nombre et nature des bénéficiaires, durée de la subvention, données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention

sur le commerce, conformément au questionnaire (adopté par le Comité des subventions de l'OMC le 21 juillet 1995 et reproduit dans le document G/SCM/6 du 9 août 1995).

1. TOKUSHIMA
 - 1.1 Aide à la promotion de l'implantation régionale
2. HOKKAIDO
 - 2.1 Fonds pour la modernisation des industries du bois
 - 2.2 Programme pour la promotion des industries régionales
5. SHIMANE
 - 5.1 Fonds de la préfecture de Shimane pour la création d'entreprises
6. TOTTORI
 - 6.1 Fonds spécial pour des mesures économiques d'urgence
 - 6.2 Fonds d'assistance en cas d'été frais
 - 6.3 Fonds préfectoral pour la création d'entreprises
 - 6.4 Fonds préfectoral pour la promotion de la création d'entreprises
 - 6.5 Subvention pour la création du Parc industriel de Takeuchi
7. GUNMA
 - 7.1 Subvention préfectorale pour la création d'entreprises
8. IWATE
 - 8.1 Fonds pour la gestion et la stabilité de l'industrie du bois
 - 8.2 Fonds préfectoral pour la promotion de l'implantation industrielle
9. NIIGATA
 - 9.1 Subvention en faveur du développement technologique
 - 9.2 Subvention pour l'implantation d'entreprises dans la zone industrielle de Toko
10. AKITA
 - 10.1 Fonds pour la main-d'oeuvre des PME
 - 10.2 Fonds pour l'amélioration de la gestion des PME
 - 10.3 Fonds pour la promotion de la petite entreprise

- 10.4 Fonds de fonctionnement à court terme des PME
- 10.5 Aide financière pour la promotion de l'implantation régionale
- 10.6 Aide financière pour la modernisation du matériel
- 10.7 Programme d'acquisition de matériel en crédit-bail
- 11. NARA
 - 11.1 Fonds pour le développement général de la région
- 12. NAGASAKI
 - 12.1 Fonds pour la création d'unités de production
- 13. KUMAMOTO
 - 13.1 Subvention pour la création d'entreprises à Kumamoto
- 14. MIYAGI
 - 14.1 Subvention pour la promotion de la création d'entreprises
- 15. FUKUOKA
 - 15.1 Aides préfectorales pour des zones déterminées
 - 15.2 Fonds pour la promotion de la création d'entreprises
- 16. ISHIKAWA
 - 16.1 Subvention pour l'adoption de technologies de pointe
 - 16.2 Subventions pour encourager l'investissement dans la péninsule de Noto